

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE CONJOINTE

13 avril 2018

Index: MDE 24/8429/2018

Syrie: 47 organisations demandent au secrétaire général de l'ONU d'agir sur le dossier syrien

Il faut mettre en place une instance chargée d'enquêter sur les attaques à l'arme chimique.

New York – Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres doit nommer de toute urgence une équipe d'enquêteurs afin d'identifier les responsables de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, ont indiqué Human Rights Watch et 46 organisations humanitaires et de défense des droits humains dans une déclaration rendue publique le 13 avril 2018. Une telle mesure irait dans le sens de la justice et dissuaderait d'utiliser ces armes prohibées.

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas remplacé le Mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en raison des vetos opposés par la Russie. Aussi n'existe-t-il plus d'équipe de l'ONU jouissant de l'indépendance, de l'expertise technique et du mandat nécessaires pour identifier les responsables des attaques meurtrières à l'arme chimique en Syrie. Le 7 avril, l'attaque chimique contre la ville de Douma, en périphérie de Damas, a fait des dizaines de victimes.

« Le secrétaire général Antonio Guterres doit tenir compte de ce plaidoyer pour les civils qui souffrent en Syrie, abandonnés par un Conseil de sécurité divisé et dysfonctionnel, a déclaré Louis Charbonneau, directeur de plaidoyer auprès de l'ONU à Human Rights Watch. Il dispose de l'autorité et des moyens requis pour prendre en main la situation, comme l'ont fait ses prédécesseurs, en mettant sur pied une unité d'enquête qui permettra d'identifier les responsables des attaques chimiques en Syrie. Nous n'avons pas besoin d'un nouveau veto, nous avons besoin de leadership. »

Le secrétaire général de l'ONU doit mettre en œuvre un mécanisme indépendant afin de déterminer les responsabilités dans les attaques à l'arme chimique en Syrie.

Le 7 avril, le monde a reçu un nouveau choc en découvrant les images bouleversantes d'hommes, de femmes et d'enfants syriens, selon toute apparence asphyxiés chez eux à Douma. Cette banlieue de Damas est depuis des semaines la cible d'attaques violentes menées par l'alliance militaire entre les forces syriennes et russes.

Si les investigations sont encore en cours, des déclarations ont pointé du doigt le fait que le gouvernement syrien a une nouvelle fois utilisé des armes chimiques contre son peuple. Les gouvernements syrien et russe démentent catégoriquement l'existence d'une attaque chimique.

L'usage d'armes chimiques constitue un crime de guerre. L'interdiction internationale portant sur l'utilisation, la mise au point, la fabrication, le stockage et le transfert des armes chimiques est absolue et ne saurait être assujettie aux querelles politiques.

Depuis 2013, la Commission d'enquête de l'ONU a recensé plus de 35 attaques à l'arme chimique en Syrie. Après avoir rejeté les conclusions sur la responsabilité du régime syrien dans l'attaque de l'an dernier contre des civils à Khan Cheikhoun, la Russie a opposé son veto au Conseil de sécurité pour empêcher le maintien du Mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, travaillant de manière indépendante et impartiale pour identifier les auteurs de ces attaques. Le 10 avril, la Russie a une nouvelle fois opposé son veto à une résolution qui prévoyait de créer un mécanisme de l'ONU chargé d'établir les responsabilités dans les attaques à l'arme chimique en Syrie.

En conséquence, l'ONU ne dispose plus de mécanisme doté de l'indépendance, de l'expertise technique et du mandat requis pour identifier rapidement les responsables de ces attaques chimiques.

Les organisations signataires demandent au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres d'intervenir pour défendre les civils partout, en créant un mécanisme indépendant chargé d'établir les responsabilités dans les attaques chimiques en Syrie.

Les précédents secrétaires généraux de l'ONU ont mis sur pied des organes similaires. Nous ne pouvons plus accepter les impasses, la paralysie et les vétos au Conseil de sécurité. Prendre cette mesure entre tout à fait dans les prérogatives du secrétaire général et contribuerait à permettre d'identifier les auteurs de ces atrocités.

Il incombe au Conseil de sécurité de l'ONU d'amener les auteurs de ces crimes à rendre des comptes et de faire clairement savoir au monde que l'usage d'armes chimiques ne sera pas toléré.

Organisations signataires :

Adopt a Revolution

American Relief Coalition for Syria (ARCS)

Amnesty International

Arms Control Association

ASML/Syria

Basmet Amal

Baytna Syria

Bridge of Peace Syria

CCFD-Terre Solidaire

CAFOD (Catholic Agency For Overseas Development)

CARE International

Centre mondial pour la responsabilité de protéger

Christian Aid

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)

Ghiras Alnahda

GOAL

Hand in Hand for Syria

HelpAge International

Human Appeal

Human Rights Watch

Humans of Syria

IDA

Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme (CIHRS)

Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits humains (Université de Concordia)

Islamic Relief Royaume-Uni

Just Foreign Policy

Karam Foundation

Médecins pour les droits humains

Nonviolent Peaceforce

PAX for Peace

Protection Approaches

Relief & Reconciliation International AISBL

Réseau syrien pour les droits humains (SNHR)

Rethink Rebuild Society

SCM

Société médicale américano-syrienne - SAMS

Société pour les peuples menacés

STAND (The Student-Led Movement to End Mass Atrocities)

Syria Charity

Syria Relief

Syrian Forum USA

Syrians for Truth and Justice-STJ والعدالة الحقيقية أجل من سوريون

Trocaire

Vision GRAM-International

War Child Royaume-Uni

World Federalist Movement-Institute for Global Policy (WFM-IGP)

11.11.11